

RCS : BORDEAUX

Code greffe : 3302

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BORDEAUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 01993

Numéro SIREN : 596 950 139

Nom ou dénomination : SOCIETE CENTRALE D'APPROVISIONNEMENT DU SUD-OUEST

Ce dépôt a été enregistré le 18/07/2022 sous le numéro de dépôt 21908

SOCIETE CENTRALE D'APPROVISIONNEMENT DU SUD-OUEST - SCASO

Société anonyme coopérative de commerçants détaillants à capital variable
Siège social : AVENUE DU MARECHAL DE LATTRE DE TASSIGNY - Z I DE
TOCTOUCAU
33610 CESTAS
596 950 139 RCS BORDEAUX

BILAN – COMPTE DE RESULTAT – ANNEXE

exercice clos le 31 décembre 2021

Pour copie certifiée conforme
Le Président



BILAN

ACTIF	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois			Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	83 799 003	34 298 976	49 500 026	51 524 005
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	15 582 495	14 088 582	1 493 912	1 421 335
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	15 494 375	14 088 582	1 405 792	1 110 288
IMMOBILISATIONS INCORP. EN COURS	88 120		88 120	311 046
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 678 594	19 740 811	30 937 782	32 575 867
TERRAINS	5 339 687	799 402	4 540 284	4 577 125
CONSTRUCTIONS	37 942 103	12 734 936	25 207 167	26 615 309
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 293 059	2 431 165	861 893	979 669
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	4 103 744	3 775 307	328 436	403 762
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	17 537 913	469 582	17 068 331	17 526 802
PARTICIPATIONS	2 373 820		2 373 820	2 373 820
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	6 189 228		6 189 228	6 851 297
TITRES IMMOBILISES DIVERS	8 464 068	469 582	7 994 486	7 787 509
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	510 796		510 796	514 174
ACTIF CIRCULANT	162 761 448	24 166	162 737 282	169 134 598
STOCKS ET EN-COURS	23 507 399		23 507 399	23 130 603
MARCHANDISES	23 507 399		23 507 399	23 130 603
ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	3 615 960		3 615 960	4 376 819
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	133 172 150	24 166	133 147 983	137 507 449
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	105 641 044	23 149	105 617 894	108 377 823
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	27 531 105	1 016	27 530 089	29 129 625
CREANCES DIVERSES (3)	1 170 591		1 170 591	2 995 526
DISPONIBILITES	107 211		107 211	152 471
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	1 188 135		1 188 135	971 728
TOTAL GENERAL	246 560 451	34 323 142	212 237 308	220 658 603
(1) Dont droit au bail			600 000	771 129
(2) Dont à moins d'un an				421 694
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	9 363 207	9 210 167
CAPITAL	1 103 680	1 111 680
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	24 580	24 580
RESERVES	6 986 346	6 347 907
RESERVE LEGALE	111 168	111 168
AUTRES RESERVES	6 875 178	6 236 739
RESULTAT DE L'EXERCICE	116 231	638 438
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 132 369	1 087 560
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	<i>9 363 207</i>	<i>9 210 167</i>
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 000	53 500
PROVISIONS POUR RISQUES	100 000	53 500
DETTES (1)	202 774 101	211 394 936
DETTES FINANCIERES (2)	39 134 271	56 630 896
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	39 117 555	56 614 130
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	16 715	16 766
DETTES D'EXPLOITATION	149 210 627	141 080 943
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	103 718 506	98 430 171
DETTES FISCALES ET SOCIALES	12 800 492	12 869 926
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	32 691 629	29 780 845
DETTES DIVERSES	14 429 202	13 683 096
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	298 880	307 414
AUTRES DETTES DIVERSES	14 130 322	13 375 682
TOTAL GENERAL	212 237 308	220 658 603
(1) Dont à plus d'un an	26 610 694	29 556 536
Dont à moins d'un an	176 163 408	181 838 399
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 513 945	23 940 163

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	868 744 334	846 230 182
VENTES DE MARCHANDISES	825 046 397	802 372 691
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	41 833 614	41 802 969
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>866 880 011</i>	<i>844 175 660</i>
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	110 966	2 000
REPRISES SUR PROVISIONS	67 288	123 950
TRANSFERTS DE CHARGES	1 523 935	1 679 874
AUTRES PRODUITS	162 132	248 697
CHARGES D'EXPLOITATION	871 186 080	847 138 915
ACHATS DE MARCHANDISES	822 727 510	803 224 156
VARIATION DES STOCKS	(376 796)	(3 541 063)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	484 650	359 371
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	25 633 662	24 725 253
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 588 723	2 199 220
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12 813 869	12 417 143
CHARGES SOCIALES	5 208 524	4 983 314
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 496 913	2 452 314
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	23 657	8 758
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	88 000	16 500
AUTRES CHARGES	497 364	293 946
RESULTAT D'EXPLOITATION	(2 441 745)	(908 732)
PRODUITS FINANCIERS	470 075	559 692
PARTICIPATIONS	76 914	238 854
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	393 160	320 675
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE		162
CHARGES FINANCIERES	494 966	1 533 865
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	494 966	1 533 865
RESULTAT FINANCIER	(24 890)	(974 172)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(2 466 636)	(1 882 905)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 774 309	2 648 903
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 767 809	2 641 946
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	6 500	6 957
CHARGES EXCEPTIONNELLES	48 938	103 579
SUR OPERATIONS DE GESTION	147	1 967
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 000
DOTATIONS AUX PROVISIONS REGLEMENTEES	44 808	100 611
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 982	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 725 371	2 545 324
IMPOTS SUR LES BENEFICES	142 504	23 980
BENEFICE NET COMPTABLE	116 231	638 438
<i>Total des produits</i>	<i>871 988 719</i>	<i>849 438 779</i>
<i>Total des charges</i>	<i>871 872 488</i>	<i>848 800 340</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	116 231	638 438
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	60 927	225 166

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 3 à 5 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	5 à 10 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 10 ans
- Constructions :	25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	3 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 7 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

La société comptabilise en amortissements dérogatoires la différence entre l'amortissement calculé sur la durée économique et la durée d'usage.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital	Nombre	Valeur nominal	Montant
Actions du capital social en début d'exercice	69 480	16	1 111 680
Actions émises pendant l'exercice	1 793	16	28 688
Actions remboursées pendant l'exercice	2 293	16	36 688
Actions du capital social en fin d'exercice	68 980	16	1 103 680

Le capital social est variable. A la clôture de l'exercice, il se compose de 68 980 actions de 16 euros.

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	15 042 738	542 869	3 111	15 582 495
Immobilisations corporelles	50 444 998	393 407	159 810	50 678 595
Immobilisations financières - titres	10 630 912	206 977		10 837 889
Immobilisations financières - créances	7 365 473		665 448	6 700 025
	83 484 120	1 143 252	828 369	83 799 004

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	13 621 402	469 405	2 224	14 088 583
Immobilisations corporelles	17 869 131	2 031 491	159 810	19 740 812
	31 490 533	2 500 896 (*)	162 034	33 829 395
(*) Dont dotation :				
. linéaire		2 496 914		
. dégressive				
. exceptionnelle		3 982		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires	1 087 560	44 809		1 132 369
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	53 500	88 000	41 500	100 000
Dépréciations de l'actif immobilisé	469 582			469 582
Dépréciations de l'actif circulant	26 297	23 657	25 788	24 166
	1 636 939	156 466 (*)	67 288 (*)	1 726 117
(*) Dont :				
. exploitation		111 658	67 289	
. financier				
. exceptionnel		44 809		

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	24 000
- montants repris parce que devenus sans objet :	17 500

Les provisions pour risques et charges correspondent à des litiges prud'hommaux.

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	6 700 025	600 000	6 100 025
Acomptes versés sur commandes	3 615 960	3 615 960	
Créances d'exploitation	133 172 150	133 172 150	
Créances diverses	1 170 592	1 170 592	
Charges constatées d'avance	1 188 136	1 188 136	
	145 846 862	139 746 838	6 100 025

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	9 577 684	9 577 684		
Emprunts bancaires (1)	29 539 871	2 945 843	11 970 217	14 623 811
Emprunts & dettes financières divers (2)	16 716	50		16 666
Dettes d'exploitation	149 210 628	149 210 628		
Dettes diverses	14 429 202	14 429 202		
Produits constatés d'avance				
	202 774 101	176 163 408	11 970 217	14 640 477

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires				63 740
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				-
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				2 927 520
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				-

Comptes rattachés et comptes de régularisation

<u>Charges à payer et avoirs à établir :</u>	<u>N</u>	<u>N-1</u>
- Factures non parvenues d'achats de marchandises	4 225 295	4 045 213
- Factures non parvenues sur autres achats et charges externes	767 264	809 991
- Factures non parvenues sur immobilisations	5 100	
* <i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	4 997 659	4 855 205
* <i>Dettes financières (intérêts courus)</i>	83 771	69 768
* <i>Dettes fiscales et sociales à payer</i>	3 543 511	3 350 317
- Avoir sur cotisations à établir	3 120 000	
- Clients, boni sur marge à reverser	1 684 623	660 991
- Clients, avoirs à établir sur achats de marchandises et charges externes	719 826	3 675 301
- Clients, avoirs à établir sur pénalités fournisseurs	9 076	38 446
- Clients, avoirs à établir sur marges arrières à recevoir et à reverser	23 991 493	22 105 934
- Clients, avoirs à établir sur marges arrières reçus à reverser	3 166 532	3 299 959
* <i>Autres dettes d'exploitation</i>	32 691 550	29 780 631
<u>Charges constatées d'avance :</u>	<u>N</u>	<u>N-1</u>
- Achats de marchandises	768 013	634 725
- Autres achats et charges externes	420 123	337 004
Total	1 188 136	971 729

Factures à établir et avoirs à recevoir :

	<u>N</u>	<u>N-1</u>
- Factures à établir de ventes de marchandises et charges externes	5 814 451	11 714 397
- Factures à établir sur stocks commissionnaires	8 245 151	9 216 142
- Avoirs non parvenus d'achats de marchandises et charges externes	921 011	1 515 780
- Ristournes non parvenues sur marchandises	23 991 493	22 105 934
- Remboursement à recevoir (taxes, I.J.S.S., assurance, indemnité)	223 197	909 833
Total	<u>39 195 303</u>	<u>45 462 086</u>

La société ne comptabilise la contribution sociale de solidarité (ORGANIC) qu'au moment de son versement.
La charge relative au chiffre d'affaires 2021 s'élève à 450 k€ et a été portée en engagements hors bilan.

Valeurs mobilières de placement**Néant****NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Chiffre d'affaires**

Il est constitué de ventes de marchandises aux coopérateurs et est réalisé principalement en France.
Le poste « Production vendue de services » comprend essentiellement les cotisations et commissions appelées auprès des coopérateurs.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

Il se décompose ainsi :

- Cadres	24
- Agents de maîtrise	57
- Employés	<u>310</u>
	391

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux mandataires sociaux.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La société dispose d'une créance à moins d'un an vis-à-vis de l'Etat d'un montant de 279 446 € (au titre de l'année 2018 et après imputation de l'IS de 2021).

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités retards paiement fournisseurs	147	2 767 475
Dotations aux amortissements dérogatoires	44 809	-
Dotations aux amortissements mises au rebut	3 982	-
Cession immobilisations corporelles	-	6 500
Divers	-	335
	48 938	2 774 309

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de 27.50%, cette charge d'impôt étant diminuée d'une réduction d'impôt mécénat.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	- 598 543
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	749 477
- Réduction mécénat	- 8 430
	142 504

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

	<i>Début</i>	<i>Fin</i>	<i>Variation</i>
Plafonnement CET	- 418 357	- 121 622	296 735
Total base	- 418 357	- 121 622	296 735
Taux I.S.	27.50%	25.00%	
Total IS	- 115 048	- 30 406	84 643

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (promesse d'hypothèque sur la construction de l'entrepôt de BEYCHAC et CAILLAU).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	5 379 271	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne E. Leclerc (ISOCEL : 2 351 k€ ; SCABEL 5 000 k€)	7 351 000	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	32 551 212	32 551 212
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements (*)	5 693 619	-
Contribution sociale de la solidarité non comptabilisée à verser en mai 2022	449 592	

(*) Garantie de paiement à première demande, renouvelable annuellement et par tacite reconduction, au profit de l'Union des Coopératives SINERGY, afin de garantir le paiements des sommes dues par les coopérateurs de la société coopérative SCASO, pour les achats de carburant que ceux-ci effectueront auprès de SINERGY.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.9% (**) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 43.76 %) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : 2021.

(*) Le taux d'inflation a été fixé en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des quatre dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 1 755 700 €

Entreprises liées	DISTRITIERS	LECSAV	SCASO LOG
Participations	3 000	21 343	2 106 350
Créances rattachées à des participations	-	-	5 248 441
Clients et comptes rattachés	-	7 522	-
Créances diverses	-	-	-
Prêts	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	50	-
Produits de participation	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	60 927
Charges financières	-	-	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A.S. DISTRITIERS 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 529 220 782	S.C.I. SCASO LOG 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 828 528 539.
Capital	3 000	2 106 350
Réserves et RAN avant affectation du résultat	-2 850	215 078
Quote-part du capital détenu	100%	100%
Valeur brute des titres détenus	3 000	2 106 350
Valeur nette des titres détenus	3 000	2 106 350
Prêts et avances consentis	-	5 248 441
Cautions & avals donnés	-	3 729 357
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 300 858	1 312 886
Résultat du dernier exercice clos	168 440	387 010
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %

	S.A.S. LECSAV 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 403 802 705
Capital	173 985
Réserves et RAN avant affectation du résultat	288 002
Quote-part du capital détenu	12.07%
Valeur brute des titres détenus	21 343
Valeur nette des titres détenus	21 343
Prêts et avances consentis	50
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 443 055
Résultat du dernier exercice clos	235
Dividendes encaissés	-

Société établissant des comptes consolidés

Le groupe constitué par SCASO, DISTRITIERS, et SCASO LOG dépasse les seuils d'établissement des comptes consolidés.

Cependant, il a été décidé de se placer sous le régime des exemptions prévues au titre des ensembles consolidables d'importance négligeable pour les raisons suivantes :

- La filiale DISTRITIERS, ayant très peu d'activité économique, n'est pas considérée comme significative au regard de SCASO.
- La filiale SCASO LOG a une activité de locations immobilières (détenant un entrepôt à CESTAS). Elle n'est pas considérée comme significative au regard de SCASO.
- Les opérations réciproques touchant le compte de résultat se limitent aux facturations d'intérêts et celles touchant le bilan ne concernent que peu de postes. Ces informations sont mentionnées dans la rubrique « entreprises liées ».

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

Scaso
SA coopérative de commerçants détaillants à capital variable
Siren n°596.950.139 // Ape n°4617A
Siège Social : Av du Mal de Lattre de Tassigny - Z.I. de Toctoucau
33610 Cestas

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2021**

Scaso	Exercice 31/12/2021
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Page n°1/5 (+ 12 pages annexées)
SCP Rivière – Grizel & autres BP 104 - Les Berges de l'Isle - 189 Avenue Foch - 33501 Libourne Cedex ☎ 05.57.51.70.53 - 📠 05.57.74.15.39 Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine	

Scaso
SA coopérative de commerçants détaillants à capital variable
Siren n°596.950.139 // Ape n°4617A
Siège Social : Av du Mal de Lattre de Tassigny - Z.I. de Toctoucau
33610 Cestas

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2021**

A l'assemblée générale de la société SCASO,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société « **Scaso** » relatifs à l'exercice clos le **31/12/2021**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **01/01/2021** à la date d'émission de notre rapport.

Scaso	Exercice 31/12/2021
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Page n°2/5 (+ 12 pages annexées)
<i>SCP Rivière – Grizel & autres</i> BP 104 - Les Berges de l'Isle - 189 Avenue Foch - 33501 Libourne Cedex ☎ 05.57.51.70.53 - ✉ 05.57.74.15.39 Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine	

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

↳ Les terrains, les constructions et les amortissements des constructions sont évalués selon les modalités décrites dans l'annexe des comptes annuels dans la rubrique « Immobilisations corporelles » de la page n°4 de la plaquette. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié des dites méthodes et leur correcte mise en œuvre dans les états financiers pour comptabiliser les valeurs brutes et les amortissements.

↳ Les stocks sont évalués selon les modalités décrites dans l'annexe des comptes annuels dans la rubrique « Stocks » de la page n°5 de la plaquette. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné le caractère approprié de cette méthode et nous avons mis en œuvre des tests pour nous assurer de sa correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-14 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Scaso	Exercice 31/12/2021
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Page n°3/5 (+ 12 pages annexées)
<i>SCP Rivière – Grizel & autres</i> BP 104 - Les Berges de l'Isle - 189 Avenue Foch - 33501 Libourne Cedex ☎ 05.57.51.70.53 - ✉ 05.57.74.15.39 <small>Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine</small>	

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **Conseil d'administration**.

Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Libourne, à la date
indiquée par la signature électronique

Ce rapport est signé au moyen
d'une signature électronique qualifiée
Certigna RGS 2 étoiles

Le commissaire aux comptes
SCP RIVIERE - GRIZEL & autres

Frédéric GRIZEL
Associé co-gérant

Scaso	Exercice 31/12/2021
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Page n°4/5 (+ 12 pages annexées)
SCP Rivière – Grizel & autres BP 104 - Les Berges de l'Isle - 189 Avenue Foch - 33501 Libourne Cedex ☎ 05.57.51.70.53 - 📠 05.57.74.15.39 Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine	

Annexe du rapport : description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Scaso	Exercice 31/12/2021
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Page n°5/5 (+ 12 pages annexées)
<i>SCP Rivière – Grizel & autres</i> BP 104 - Les Berges de l'Isle - 189 Avenue Foch - 33501 Libourne Cedex ☎ 05.57.51.70.53 - ✉ 05.57.74.15.39 Commissaire aux comptes, inscrit sur la liste nationale des commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Grande Aquitaine	

BILAN

ACTIF	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois			Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
	B R U T	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	N E T	N E T
ACTIF IMMOBILISE	83 799 003	34 298 976	49 500 026	51 524 005
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	15 582 495	14 088 582	1 493 912	1 421 335
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	15 494 375	14 088 582	1 405 792	1 110 288
IMMOBILISATIONS INCORP. EN COURS	88 120		88 120	311 046
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	50 678 594	19 740 811	30 937 782	32 575 867
TERRAINS	5 339 687	799 402	4 540 284	4 577 125
CONSTRUCTIONS	37 942 103	12 734 936	25 207 167	26 615 309
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	3 293 059	2 431 165	861 893	979 669
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	4 103 744	3 775 307	328 436	403 762
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	17 537 913	469 582	17 068 331	17 526 802
PARTICIPATIONS	2 373 820		2 373 820	2 373 820
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	6 189 228		6 189 228	6 851 297
TITRES IMMOBILISES DIVERS	8 464 068	469 582	7 994 486	7 787 509
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	510 796		510 796	514 174
ACTIF CIRCULANT	162 761 448	24 166	162 737 282	169 134 598
STOCKS ET EN-COURS	23 507 399		23 507 399	23 130 603
MARCHANDISES	23 507 399		23 507 399	23 130 603
ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	3 615 960		3 615 960	4 376 819
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	133 172 150	24 166	133 147 983	137 507 449
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	105 641 044	23 149	105 617 894	108 377 823
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	27 531 105	1 016	27 530 089	29 129 625
CREANCES DIVERSES (3)	1 170 591		1 170 591	2 995 526
DISPONIBILITES	107 211		107 211	152 471
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	1 188 135		1 188 135	971 728
TOTAL GENERAL	246 560 451	34 323 142	212 237 308	220 658 603
(1) Dont droit au bail			600 000	771 129
(2) Dont à moins d'un an				421 694
(3) Dont à plus d'un an				

BILAN

PASSIF	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	9 363 207	9 210 167
CAPITAL	1 103 680	1 111 680
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	24 580	24 580
RESERVES	6 986 346	6 347 907
RESERVE LEGALE	111 168	111 168
AUTRES RESERVES	6 875 178	6 236 739
RESULTAT DE L'EXERCICE	116 231	638 438
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 132 369	1 087 560
<i>RAPPEL CAPITAUX PROPRES</i>	9 363 207	9 210 167
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 000	53 500
PROVISIONS POUR RISQUES	100 000	53 500
DETTES (1)	202 774 101	211 394 936
DETTES FINANCIERES (2)	39 134 271	56 630 896
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	39 117 555	56 614 130
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	16 715	16 766
DETTES D'EXPLOITATION	149 210 627	141 080 943
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	103 718 506	98 430 171
DETTES FISCALES ET SOCIALES	12 800 492	12 869 926
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	32 691 629	29 780 845
DETTES DIVERSES	14 429 202	13 683 096
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	298 880	307 414
AUTRES DETTES DIVERSES	14 130 322	13 375 682
TOTAL GENERAL	212 237 308	220 658 603
(1) Dont à plus d'un an	26 610 694	29 556 536
Dont à moins d'un an	176 163 408	181 838 399
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	9 513 945	23 940 163

COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 31/12/21 Durée 12 mois	Clôture au 31/12/20 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	868 744 334	846 230 182
VENTES DE MARCHANDISES	825 046 397	802 372 691
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	41 833 614	41 802 969
<i>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</i>	<i>866 880 011</i>	<i>844 175 660</i>
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	110 966	2 000
REPRISES SUR PROVISIONS	67 288	123 950
TRANSFERTS DE CHARGES	1 523 935	1 679 874
AUTRES PRODUITS	162 132	248 697
CHARGES D'EXPLOITATION	871 186 080	847 138 915
ACHATS DE MARCHANDISES	822 727 510	803 224 156
VARIATION DES STOCKS	(376 796)	(3 541 063)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	484 650	359 371
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	25 633 662	24 725 253
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 588 723	2 199 220
SALAIRES ET TRAITEMENTS	12 813 869	12 417 143
CHARGES SOCIALES	5 208 524	4 983 314
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	2 496 913	2 452 314
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	23 657	8 758
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	88 000	16 500
AUTRES CHARGES	497 364	293 946
RESULTAT D'EXPLOITATION	(2 441 745)	(908 732)
PRODUITS FINANCIERS	470 075	559 692
PARTICIPATIONS	76 914	238 854
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	393 160	320 675
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE		162
CHARGES FINANCIERES	494 966	1 533 865
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	494 966	1 533 865
RESULTAT FINANCIER	(24 890)	(974 172)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(2 466 636)	(1 882 905)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 774 309	2 648 903
SUR OPERATIONS DE GESTION	2 767 809	2 641 946
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	6 500	6 957
CHARGES EXCEPTIONNELLES	48 938	103 579
SUR OPERATIONS DE GESTION	147	1 967
SUR OPERATIONS EN CAPITAL		1 000
DOTATIONS AUX PROVISIONS REGLEMENTEES	44 808	100 611
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	3 982	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2 725 371	2 545 324
IMPOTS SUR LES BENEFICES	142 504	23 980
BENEFICE NET COMPTABLE	116 231	638 438
<i>Total des produits</i>	<i>871 988 719</i>	<i>849 438 779</i>
<i>Total des charges</i>	<i>871 872 488</i>	<i>848 800 340</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	116 231	638 438
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	60 927	225 166

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Face à une situation d'épidémie Covid-19 de portée internationale, la Direction de la société a suivi attentivement la situation et a adapté son fonctionnement en conséquence afin de respecter les mesures sanitaires (adaptation des postes de travail et mise en application des gestes barrières...)

La pandémie de Covid-19 ne remet pas en cause la continuité d'exploitation de la société et n'entraîne aucune correction de la valeur comptable des actifs et des passifs inscrits dans les présents comptes annuels.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-07, le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés sur une durée de 3 à 5 ans.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	5 à 10 ans	- Matériel d'exploitation :	3 à 10 ans
- Constructions :	25 ans	- Matériel de transport :	5 ans
- Agencements des constructions :	3 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 7 ans
- Agencements divers :	5 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

La société comptabilise en amortissements dérogatoires la différence entre l'amortissement calculé sur la durée économique et la durée d'usage.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital	Nombre	Valeur nominal	Montant
Actions du capital social en début d'exercice	69 480	16	1 111 680
Actions émises pendant l'exercice	1 793	16	28 688
Actions remboursées pendant l'exercice	2 293	16	36 688
Actions du capital social en fin d'exercice	68 980	16	1 103 680

Le capital social est variable. A la clôture de l'exercice, il se compose de 68 980 actions de 16 euros.

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	15 042 738	542 869	3 111	15 582 495
Immobilisations corporelles	50 444 998	393 407	159 810	50 678 595
Immobilisations financières - titres	10 630 912	206 977		10 837 889
Immobilisations financières - créances	7 365 473		665 448	6 700 025
	83 484 120	1 143 252	828 369	83 799 004

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	13 621 402	469 405	2 224	14 088 583
Immobilisations corporelles	17 869 131	2 031 491	159 810	19 740 812
	31 490 533	2 500 896 (*)	162 034	33 829 395
(*) Dont dotation :		2 496 914		
. linéaire				
. dégressive				
. exceptionnelle		3 982		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires	1 087 560	44 809		1 132 369
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	53 500	88 000	41 500	100 000
Dépréciations de l'actif immobilisé	469 582			469 582
Dépréciations de l'actif circulant	26 297	23 657	25 788	24 166
	1 636 939	156 466 (*)	67 288 (*)	1 726 117
(*) Dont :		111 658	67 289	
. exploitation				
. financier				
. exceptionnel		44 809		

(1) La reprise sur provision pour risques et charges se ventile comme suit :

- montants repris parce qu'utilisés :	24 000
- montants repris parce que devenus sans objet :	17 500

Les provisions pour risques et charges correspondent à des litiges prud'hommaux.

Biens pris en crédit-bail **Néant**

Créances : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	6 700 025	600 000	6 100 025
Acomptes versés sur commandes	3 615 960	3 615 960	
Créances d'exploitation	133 172 150	133 172 150	
Créances diverses	1 170 592	1 170 592	
Charges constatées d'avance	1 188 136	1 188 136	
	145 846 862	139 746 838	6 100 025

Dettes : état des échéances	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	9 577 684	9 577 684		
Emprunts bancaires (1)	29 539 871	2 945 843	11 970 217	14 623 811
Emprunts & dettes financières divers (2)	16 716	50		16 666
Dettes d'exploitation	149 210 628	149 210 628		
Dettes diverses	14 429 202	14 429 202		
Produits constatés d'avance				
	202 774 101	176 163 408	11 970 217	14 640 477

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires				63 740
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice				-
(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice				2 927 520
(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales				-

Comptes rattachés et comptes de régularisation

<u>Charges à payer et avoirs à établir :</u>	<u>N</u>	<u>N -1</u>
- Factures non parvenues d'achats de marchandises	4 225 295	4 045 213
- Factures non parvenues sur autres achats et charges externes	767 264	809 991
- Factures non parvenues sur immobilisations	5 100	
* <i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	<u>4 997 659</u>	<u>4 855 205</u>
* <i>Dettes financières (intérêts courus)</i>	83 771	69 768
* <i>Dettes fiscales et sociales à payer</i>	3 543 511	3 350 317
- Avoir sur cotisations à établir	3 120 000	
- Clients, boni sur marge à reverser	1 684 623	660 991
- Clients, avoirs à établir sur achats de marchandises et charges externes	719 826	3 675 301
- Clients, avoirs à établir sur pénalités fournisseurs	9 076	38 446
- Clients, avoirs à établir sur marges arrières à recevoir et à reverser	23 991 493	22 105 934
- Clients, avoirs à établir sur marges arrières reçus à reverser	3 166 532	3 299 959
* <i>Autres dettes d'exploitation</i>	<u>32 691 550</u>	<u>29 780 631</u>
<u>Charges constatées d'avance :</u>	<u>N</u>	<u>N -1</u>
- Achats de marchandises	768 013	634 725
- Autres achats et charges externes	420 123	337 004
Total	<u>1 188 136</u>	<u>971 729</u>

<u>Factures à établir et avoirs à recevoir :</u>	<u>N</u>	<u>N -1</u>
- Factures à établir de ventes de marchandises et charges externes	5 814 451	11 714 397
- Factures à établir sur stocks commissionnaires	8 245 151	9 216 142
- Avoirs non parvenus d'achats de marchandises et charges externes	921 011	1 515 780
- Ristournes non parvenues sur marchandises	23 991 493	22 105 934
- Remboursement à recevoir (taxes, I.J.S.S., assurance, indemnité)	223 197	909 833
Total	<u>39 195 303</u>	<u>45 462 086</u>

La société ne comptabilise la contribution sociale de solidarité (ORGANIC) qu'au moment de son versement.
La charge relative au chiffre d'affaires 2021 s'élève à 450 k€ et a été portée en engagements hors bilan.

Valeurs mobilières de placement

Néant

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'affaires

Il est constitué de ventes de marchandises aux coopérateurs et est réalisé principalement en France.

Le poste « Production vendue de services » comprend essentiellement les cotisations et commissions appelées auprès des coopérateurs.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel sont « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Les salariés à prendre en compte sont ceux définis à l'article L 130-1 du code de sécurité sociale.

Il se décompose ainsi :

- Cadres	24
- Agents de maîtrise	57
- Employés	<u>310</u>
	391

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est allouée aux mandataires sociaux.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

La société dispose d'une créance à moins d'un an vis-à-vis de l'Etat d'un montant de 279 446 € (au titre de l'année 2018 et après imputation de l'IS de 2021).

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Pénalités retards paiement fournisseurs	147	2 767 475
Dotations aux amortissements dérogatoires	44 809	-
Dotations aux amortissements mises au rebut	3 982	-
Cession immobilisations corporelles	-	6 500
Divers	-	335
	48 938	2 774 309

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de 27.50%, cette charge d'impôt étant diminuée d'une réduction d'impôt mécénat.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	- 598 543
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	749 477
- Réduction mécénat	- 8 430
	142 504

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

	<i>Début</i>	<i>Fin</i>	<i>Variation</i>
Plafonnement CET	- 418 357	- 121 622	296 735
Total base	- 418 357	- 121 622	296 735
Taux I.S.	27.50%	25.00%	
Total IS	- 115 048	- 30 406	84 643

AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (promesse d'hypothèque sur la construction de l'entrepôt de BEYCHAC et CAILLAU).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	5 379 271	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne E. Leclerc (ISOCEL : 2 351 k€ ; SCABEL 5 000 k€)	7 351 000	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	32 551 212	32 551 212
Emprunts obtenus non encaissés	-	-
Autres engagements (*)	5 693 619	-
Contribution sociale de la solidarité non comptabilisée à verser en mai 2022	449 592	

(*) Garantie de paiement à première demande, renouvelable annuellement et par tacite reconduction, au profit de l'Union des Coopératives SINERGY, afin de garantir le paiements des sommes dues par les coopérateurs de la société coopérative SCASO, pour les achats de carburant que ceux-ci effectueront auprès de SINERGY.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective du commerce de gros et de détail à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 1.5 % (*) ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 0.9% (**) ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 43.76 %) ;
- critère de turn-over du personnel : Faible ;
- table de mortalité : 2021.

(*) Le taux d'inflation a été fixé en considération de l'ancienneté moyenne des salariés lors du départ à la retraite.

(**) Moyenne des quatre dernières années du taux IBOXX.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 1 755 700 €

Entreprises liées	DISTRITIERS	LECSAV	SCASO LOG
Participations	3 000	21 343	2 106 350
Créances rattachées à des participations	-	-	5 248 441
Clients et comptes rattachés	-	7 522	-
Créances diverses	-	-	-
Prêts	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	50	-
Produits de participation	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	60 927
Charges financières	-	-	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A.S. DISTRITIERS 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 529 220 782	S.C.I. SCASO LOG 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 828 528 539.
Capital	3 000	2 106 350
Réserves et RAN avant affectation du résultat	-2 850	215 078
Quote-part du capital détenu	100%	100%
Valeur brute des titres détenus	3 000	2 106 350
Valeur nette des titres détenus	3 000	2 106 350
Prêts et avances consentis	-	5 248 441
Cautions & avals donnés	-	3 729 357
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 300 858	1 312 886
Résultat du dernier exercice clos	168 440	387 010
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %

	S.A.S. LECSAV 33 610 CESTAS R.C.S. Bordeaux 403 802 705
Capital	173 985
Réserves et RAN avant affectation du résultat	288 002
Quote-part du capital détenu	12.07%
Valeur brute des titres détenus	21 343
Valeur nette des titres détenus	21 343
Prêts et avances consentis	50
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 443 055
Résultat du dernier exercice clos	235
Dividendes encaissés	-

Société établissant des comptes consolidés

Le groupe constitué par SCASO, DISTRITIERS, et SCASO LOG dépasse les seuils d'établissement des comptes consolidés.

Cependant, il a été décidé de se placer sous le régime des exemptions prévues au titre des ensembles consolidables d'importance négligeable pour les raisons suivantes :

- La filiale DISTRITIERS, ayant très peu d'activité économique, n'est pas considérée comme significative au regard de SCASO.
- La filiale SCASO LOG a une activité de locations immobilières (détenant un entrepôt à CESTAS). Elle n'est pas considérée comme significative au regard de SCASO.
- Les opérations réciproques touchant le compte de résultat se limitent aux facturations d'intérêts et celles touchant le bilan ne concernent que peu de postes. Ces informations sont mentionnées dans la rubrique « entreprises liées ».

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

SOCIETE CENTRALE D'APPROVISIONNEMENT DU SUD-OUEST - SCASO

Société anonyme coopérative de commerçants détaillants à capital variable
Siège social : Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - ZI de Toctoucau
33610 CESTAS
596 950 139 RCS BORDEAUX

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 16 JUIN 2022
PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2021

SOUMISE ET ADOPTEE

DEUXIÈME RESOLUTION

Affectation de résultat

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat bénéficiaire s'élevant à 116 231,00 euros en totalité au compte « Autres réserves ».

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'aucun dividende n'a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices, ni aucun revenu au sens du 1^{er} alinéa du même article.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Pour copie certifiée conforme

Le Président

Monsieur Christophe LANDON

